



ÉTABLISSEMENT

CEA CESTA (33)
CS 60001
15 avenue des Sablières
33114 Le Barp

AVIS DE MARCHÉ

SERVICES

Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : CEA CESTA (33).
Forme juridique de l'acheteur: Organisme de droit public
Activité du pouvoir adjudicateur: Education

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre: Maintenance informatique des systèmes industriels du CEA/CESTA (MISI3).
Description: Le CEA/CESTA, dans le cadre de ses activités, souhaite confier des prestations de maintenance corrective, évolutive et perfective pour les logiciels de l'informatique technique industrielle et leurs systèmes de contrôle-commande. Ces prestations incluent l'intégration, la maîtrise, la consolidation, le maintien en condition opérationnelle et sécurisée, ainsi que le développement logiciel et matériel de ces systèmes de contrôle-commande. Le CEA prévoit donc la mise en place d'un accord-cadre pour la réalisation des prestations de maintenance informatique de systèmes industriels du CEA/CESTA y compris ceux du Terrain d'Expérimentations Extérieur (TEE) et de la base d'Ile Longue (ILO) appelé MISI 3. Cet accord s'exécutera dans le cadre d'une mono-attribution pour une durée de 7 ans maximum et sera rémunéré sur la base de forfaits, de bordereaux de prix unitaires, de taux horaires et de coefficients de peines et soins.
Identifiant interne: 2026-D-00200-EB.
Type de Procédure: Restreinte.
Procédure accélérée: NON.

2.1.1 Objectif

Nature du marché: services.
Nomenclature principale (cpv): 72611000.

2.1.2 Lieu d'exécution

Ville: LE BARP.
Code postal: 33114.
Code NUTS: FRI12.
Pays: France.

2.1.3 Valeur

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires de la procédure: La réglementation applicable à la présente procédure est définie par le code de la commande publique et les dispositions applicables aux marchés publics de défense ou de sécurité. S'agissant d'un appel d'offres restreint, seul un dossier de candidature est à soumettre à ce stade. En effet, seuls les candidats retenus par le CEA seront invités à remettre une offre technique et financière. Le dossier d'appel d'offres sera alors communiqué via la plate-forme PLACE, sous réserve de la signature par les candidats du document "engagement du soumissionnaire en matière de protection de l'information de diffusion restreinte". La candidature objet du présent avis de marché contiendra tous les éléments demandés dans le présent avis de marché (cf. critères de sélection §5.1.9). Tout dossier transmis incomplet pourra être écarté. Les candidatures doivent être remises par voie électronique sur la plateforme PLACE (<https://www.marchespublics.gouv.fr>) sous la référence 2026-D-00200-EB. Le candidat doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique (peut prendre plusieurs jours). Le candidat peut remettre au CEA plusieurs réponses électroniques pour un même avis de marché, notamment en cas d'oubli, de correction, de complément, et ce avant la date limite de réponse telle que définie dans le présent avis de marché. Dans ce cas, le CEA ne prendra en compte que la dernière réponse reçue. Les envois précédents ne seront pas ouverts. En conséquence, le candidat prendra toutes les dispositions utiles pour envoyer un dossier complet, dans les délais impartis..
Base juridique : Directive 2009/81/EC

2.1.5 Conditions de passation des marchés

2.1.6 Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Avis
Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale:
Faillite:
Corruption:
Concordat:
Participation à une organisation criminelle:

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence:
Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental:
Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme:
Fraude:
Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains:
Insolvabilité:
Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail:
Biens administrés par un liquidateur:
Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure:
Motifs d'exclusion purement nationaux:
Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché:
Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché:
Coupable d'une faute professionnelle grave:
Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables:
Manquement aux obligations dans le domaine du droit social:
Païement des cotisations de sécurité sociale:
État de cessation d'activités:
Païement d'impôts et taxes:
Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes:

Section 5 - Lot

5.1 LOT N° : LOT-0001

Titre: Maintenance informatique des systèmes industriels du CEA/CESTA.
Description: Cette prestation de maintenance informatique des systèmes industriels (MISI 3) porte sur les domaines d'activités suivants :
1) Centre de Services incluant les activités suivantes :
- Gestion de tickets,
- CMDB (base de données de gestion de configuration),
- Processus de type ITIL (Information Technology Infrastructure Library),
- Assistance et support aux utilisateurs.
2) Management d'activité et de projet :
- Gestion et pilotage des équipes,
- Suivi de l'activité (indicateurs, finance...),
- Gestion des réunions,
- Gestion documentaire.
3) Prestation de maintenance corrective et évolutive des systèmes industriels (logiciels, matériels et de contrôle commande):
- Contrôle d'accès,
- Vidéosurveillance,
- Servitudes,
- Supervision d'installations expérimentales (moyens d'essais et de mesure),
- Travaux de câblage.
4) Gestion et supervision des infrastructures :
- Virtuelle et physique,
- Maintien en condition opérationnelle (MCO) d'infrastructure système et réseau,
- Solutions de stockage et de sauvegarde.
5) MCOS (Maintien en Condition Opérationnelle de la Sécurité) et exploitation Système SOC (Security Opération Center).
6) Astreinte et HNO (Heures Non Ouvrées).

Volumétrie indicative :
- Nb de tickets annuel : 1 000 ce qui représente environ 10 000 gestes techniques,
- Parc matériel : 2 000 équipements (Operational Technology (OT), Information Technology (IT) et réseaux),
- Nombre de systèmes : Environ 80 systèmes industriels,
- Référentiel documentaire : environ 300 documents techniques en gestion,
- Répartition actuelle et globale de l'activité est d'environ 35 % pour l'automatisme, 45 % pour l'informatique et 20 % pour les logiciels spécifiques.

Toutes ces prestations auront lieu pendant les horaires suivants : plage horaire établie de 7h à 20h suivant le planning d'activités CEA. Cependant, lors de pointes d'activités, il pourra être demandé de modifier ponctuellement le régime horaire. Les règles de traitement des différents régimes seront détaillées dans le projet de marché (communiqué lors de la phase "Offres").

Le marché est conclu pour une durée maximale de 7 ans et 3 mois répartie comme suit :

- Phase 1 : phase de préparation et de prise en charge d'une durée de 3 mois,
- Phase 2 : phase opérationnelle d'une durée de 7 années (84 mois) comprenant 4 années (48 mois) fermes et 3 années optionnelles (12 mois chacune),
- Phase 3 : phase de réversibilité avec transfert de connaissance de 3 mois optionnels. Cette phase est incluse dans la dernière année ferme ou affermie de la phase opérationnelle.

5.1.1 Objectif

Type de marché: services.
Classification CPV: 72611000.

5.1.2 Lieu d'exécution

Ville: LE BARP.
Code Postal: 33114.
Pays: France.

5.1.3 Durée estimée

Durée par mois: 73.

5.1.4 Renouvellement

Description: Les 4 premières années de l'accord sont fermes et les 3 dernières sont optionnelles..

5.1.5 Valeur

Valeur (hors TVA): 20000000 EUR.

Valeur maximale de l'accord-cadre: 20000000 EUR.

5.1.6 Informations générales

Les noms et qualifications professionnelles du personnel affecté à l'exécution du marché doivent être indiqués: Exigence dans l'offre

Le marché est financé au moins partiellement par des fonds de l'Union européenne: Projet de passation de marchés non financé par des fonds de l'UE.

5.1.7 Achats stratégiques

Approche de réduction des impacts environnementaux: other.

Approche de réduction des impacts environnementaux: Autre

5.1.8 Critères d'accessibilité

5.1.9 Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis.

Description : CAPACITE ADMINISTRATIVE : Les entreprises candidates doivent fournir à l'appui de leur candidature : - le formulaire DC1 (lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants) ou équivalent, - le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), ou équivalent, (Les formulaires sont disponibles sur le site Internet du Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat> - le formulaire DC4 (Déclaration de sous-traitance, conformément à la réglementation applicable), - la copie du ou des jugements prononcés s'il est en redressement judiciaire ou dans une procédure étrangère équivalente, - pour information, les attestations de régularité fiscales et sociales, Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R 21433 du Code de la commande publique, téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>. Le recours à la sous-traitance totale des prestations objet de l'accord-cadre est interdit. Le titulaire doit conserver une part substantielle de l'exécution des prestations et ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations qui lui sont confiées. Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à présenter leur candidature. Il est interdit de cumuler les candidatures : en tant que candidat individuel et membre d'un ou plusieurs groupements y compris en tant que mandataire, en tant que membre d'un groupement et mandataire d'un autre..

Description : CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE : - Les caractéristiques de l'entreprise : statuts, forme juridique, composition du capital, principaux actionnaires, participations, représentants engageant l'entreprise, effectif total, dimensions, activités, organigramme, - un extrait Kbis ou équivalent, - une attestation d'assurance en cours de validité pour le candidat et chaque cotraitant, - le chiffre d'affaires global et le CA concernant les services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, - les trois derniers bilans et comptes de résultat des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi, - lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis-à-vis des autres entreprises du groupe. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes renseignements et documents concernant son/ses sous-traitants. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce(s) sous-traitant(s) pour l'exécution de l'accord cadre, il apporte la preuve par tout moyen approprié. Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le CEA s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière..

Description : CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE : La sélection des candidats se fera sur les critères suivants : - Maîtrise de l'informatique industrielle, - Maîtrise de l'automatisme, - Maîtrise des infrastructures systèmes et réseaux, - Maîtrise des services et supports aux utilisateurs, - Maîtrise de la cybersécurité industrielle, - Maîtrise du génie logiciel industriel (mesure, pilotage, supervision), - Maîtrise des activités en mode projet, - Maîtrise gestion plan de charge, planning d'activité et gestion documentaire, - Maîtrise de la gestion de configuration des systèmes (matérielle et logicielle), - Capacité à démontrer la réalisation effective de prestations équivalentes. L'atteinte de ces critères sera démontrée par les dossiers listés ci-après. Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : - L'organisation pressentie au sein du groupement et le montage industriel pour ce type de prestation (domaines techniques : informatique, automatisme / CFI-CFS (Courants Faibles - Courants Faibles de Sécurité), développement logiciels spécifiques), - La capacité à maîtriser une éventuelle sous-traitance, - Les moyens humains identifiant à minima les profils types des intervenants (qualifications, ancienneté, habilitations et diplômes), - L'organisation qualité (procédures, assurance qualité, certifications ou qualifications en cours de validité) compatible ou équivalente aux normes ISO 9001 et ISO 20000, - Les qualifications professionnelles de l'entreprise, - L'organisation Cybersécurité (procédures, assurance sécurité et MOOC ANSSI). - Les connaissances et les certifications sur des logiciels et matériels en adéquation avec le marché (SCADA /développement logiciels labview, panorama, PC Vue, C++, Python,OPC / réseaux de terrain et d'instrumentation physique et virtualisé / dépannage). Chaque entreprise candidate (le mandataire et chacun des cotraitants dans le cadre d'un groupement) devra présenter : un dossier précis et détaillé des références de prestations récentes (moins de 3 ans) attestant de la compétence technique vis-à-vis du périmètre concerné, et de la capacité à prendre en charge un système et une organisation d'entreprise complexe (plusieurs dizaines d'utilisateurs de profils différents, des environnements techniques hétérogènes et complexes...). Une attention particulière sera portée sur les capacités organisationnelles et les montages industriels proposés dans des contextes similaires. Pour chaque référence le candidat fournira un dossier précis et détaillé concernant des opérations identiques ou pouvant être assimilées notamment en termes de technicité et d'enjeu. Devront notamment être précisés la nature du projet, l'objet de la prestation, sa durée, son montant, la date, le lieu d'exécution, les références du client correspondant avec ses coordonnées postales et téléphoniques ainsi que celles de la personne en charge du projet, un descriptif précis des responsabilités exercées et des actions conduites par le candidat dans le projet. Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, il apporte la preuve par tout moyen approprié..

5.1.10 Critères d'attribution

5.1.11 Documents de marché

L'accès à certains documents de marché est restreint.
Protection des informations particulièrement sensibles
Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français.

5.1.12 Conditions du marché public

Une habilitation de sécurité est requise.
Description : L'exécution du marché est TRES SECRET, au sens de l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (« IGI 1300 »). Il implique la détention d'informations ou supports classifiés par le titulaire. En conséquence, le dossier de candidature doit contenir : soit une attestation d'habilitation DGA en cours de validité, accompagnée d'une attestation de non changement (fait et droit) éditée par la personne morale candidate, depuis sa dernière habilitation, soit un dossier complet de demande d'habilitation (pour tout renseignement contacter par courriel le Cellule de Contrôle Gouvernementale du CEA/CESTA à l'adresse suivante : cesta.oshabilitation@cea.fr en lui précisant la référence du dossier suivante 2026-D-00200-EB). Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en Groupement Momentané d'Entreprises ou des sous-traitants pressentis par les candidats audit marché. Ces documents devront parvenir au plus tard à la date limite de remise des candidatures mentionnée dans le présent avis. A défaut d'avoir fourni ses attestations ou la copie de sa demande dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande d'habilitation aux informations classifiées pour l'accord-cadre et donc à sa candidature. Pour les candidats de droit étranger le dossier devra également contenir l'attestation d'une habilitation appropriée délivrée par l'agence nationale de sécurité de l'Etat dont il relève. Cet Etat doit avoir conclu un accord de sécurité bilatéral ou multilatéral couvrant les échanges d'informations et/ou supports classifiés avec la France..
Soumission électronique : Autorisée
Date limite de réception des offres : 06/11/2026 à 12:00.
Adresse pour la soumission : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.
Catalogue électronique : Non autorisée
Langues dans lesquelles les offres ou les demandes de participation peuvent être présentées : français.
Variantes : Non autorisée
Date estimée d'envoi des invitations à soumissionner : 18/12/2026.

Conditions de présentation :

Conditions du marché :

Conditions relatives à l'exécution du contrat : Les conditions relatives à l'exécution du contrat seront précisées dans les documents de la consultation..
Facturation électronique : Autorisée
Forme juridique qui doit être prise par un groupement de soumissionnaires auquel un marché est attribué : En cas de groupement momentané d'entreprises (GME), le mandataire doit être solidaire de tous les membres du groupement. Il est interdit au même candidat de présenter plusieurs candidatures en qualité de candidat individuel et membre d'un ou plusieurs GME ; et en qualité de membre de plusieurs GME. La convention de groupement conclue entre les membres du GME sera à fournir au stade de l'offre. Toutefois, il est rappelé qu'il n'est pas autorisé de modifier la composition d'un groupement et/ou d'en constituer un nouveau après la date limite de remise des candidatures..
Arrangements financiers : Modalités de financement : budget propre de l'établissement public. Modalités de paiement : Règlement à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, après livraison ou exécution..

5.1.15 Techniques

Accord-cadre, sans remise en concurrence
Nombre maximum de participants : 1.
Informations sur le système d'acquisition dynamique:
Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et révision

Organisation chargée des procédures de médiation : Tribunal Administratif de Bordeaux
Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Bordeaux
Informations relatives aux délais de recours : Le référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché. Le référé contractuel peut être introduit dans les conditions des articles L.551-13 et suivants du Code de justice administrative. Le recours en contestation de la validité du marché par un tiers peut être intenté dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.
Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : CEA CESTA (33)
Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : CEA CESTA (33)
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal Administratif de Bordeaux
Organisation qui reçoit les demandes de participation : CEA CESTA (33)
Organisation qui traite les offres : CEA CESTA (33)

Section 8 - Organisations

Organisation : CEA CESTA (33)

Nom officiel : CEA CESTA (33).
Numéro d'enregistrement (SIRET) : 77568501900322.
Adresse postale : CS 60001 15 avenue des Sablières.
Adresse postale : CS 60001 15 avenue des Sablières.
Ville : Le Barp.
Code postal : 33114.
Pays : France.
Adresse électronique: cesta.relations_fournisseurs@cea.fr.
Téléphone: +33 557044000.
Profil de l'acheteur: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

ORG-0003

Nom officiel : Tribunal Admnsitratif de Bordeaux
SIRET : 17330005400025
code postal : 33000
Pays : France
Tél : +33 055699380
Mail : greffe.tabordeaux@juradm.fr
Taille de l'opérateur économique : Aucun

Section 11 - Informations relatives à l'avis**11.1 Informations relatives à l'avis**

Identifiant/version de l'avis :1e770838-328c-451b-baed-28cc77963d58
Type de formulaire: Mise en concurrence.
Type d'avis : Avis de marché – directive «défense», régime ordinaire.
Date d'envoi de l'avis: 26/09/24 à 14:34.
Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français.